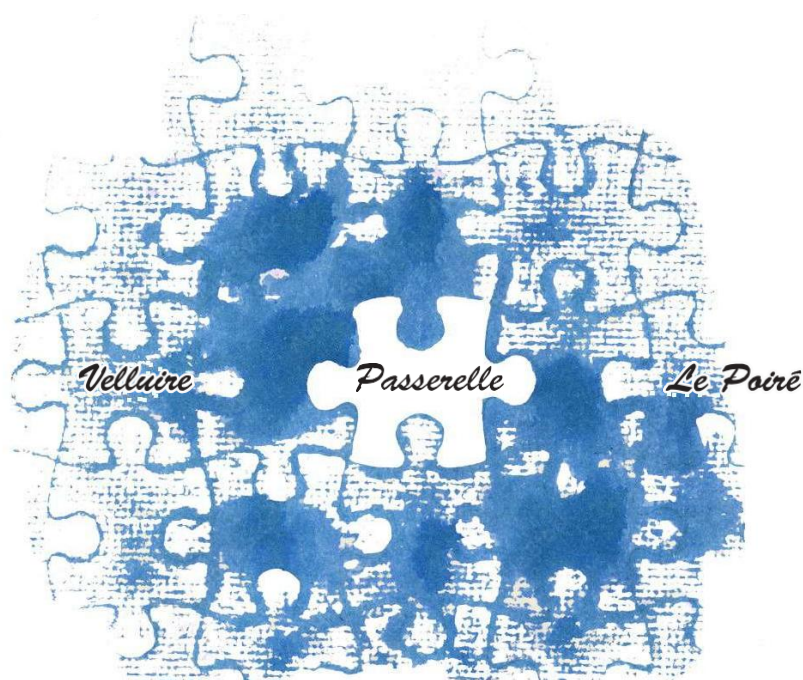


# Commune des Velluire sur Vendée

## Construction d'une passerelle piétonne et cyclable franchissant la Vendée

### Marché Public

Mission complémentaire de maîtrise d'œuvre  
(ACT / VISA / DET / AOR)



## Règlement de Consultation (RC)

Établi en application du code de la commande publique du 1er avril 2019

La procédure utilisée est la suivante :

Procédure adaptée en application de l'article R2123-1 du CCP

*Les* **V**elluire  
Sur  
endée

3, Rue Pierre Ballard  
85770 LES VELLUIRE SUR VENDEE

## **Article 1. ACHETEUR**

L'acheteur est la commune de Les Velluire sur Vendée sise,

Mairie de Les Velluire sur Vendée

3, Rue Pierre Ballard

85770 LES VELLUIRE SUR VENDEE

Téléphone : 02 51 52 31 21

Mail : mairie@les-velluire-sur-vendee.fr

SIRET : 200 082 147 00014

Représentée par M. DUPAS Laurent, Maire de Les Velluire sur Vendée.

Il est identifié sous le nom de pouvoir adjudicateur.

## **Article 2. OBJET DU MARCHÉ**

### **2.1. Objet du marché**

La présente consultation concerne une mission complémentaire de maîtrise d'œuvre pour la réalisation d'une passerelle piétons et cycles sur la Vendée, sur la commune des Velluire-sur-Vendée (85).

**Le type de marché est un marché de maîtrise d'œuvre.**

### **2.2. Éléments de la mission**

Le marché est organisé selon les missions suivantes (mission complémentaire "phases travaux") :

- **Appropriation** : appropriation et analyse critique des études du projet et maîtrise des contraintes de site,
- **ACT (analyse des offres)** : analyse détaillée des offres des entreprises, établissement du rapport d'analyse des offres (RAO) et assistance au choix de l'attributaire,
- **VISA** : réunions de mise au point, visa des notes de calcul d'exécution, visa des plans d'exécution (coffrage / ferrailage / etc.),
- **DET** : direction de l'exécution des travaux (réunions hebdomadaires, comptes-rendus, visas/agréments, suivi administratif du marché de travaux),
- **AOR** : assistance aux opérations préalables à la réception (OPR), réception, contrôle de la constitution du DOE.

Les missions AVP / PRO / DCE sont réalisées dans le cadre d'un contrat distinct.

### **2.3. Lieu d'exécution**

Commune des Velluire-sur-Vendée (85) – franchissement de la Vendée.

### **2.4. Enveloppe prévisionnelle des travaux**

L'enveloppe financière affectée aux travaux est : **1 141 050,00 € HT € HT.**

## **2.5. Planning prévisionnel**

La période de préparation et les travaux sont envisagés entre le 2<sup>e</sup> semestre 2026 et la fin du 1<sup>er</sup> semestre 2027, sous réserve du calendrier de passation du marché de travaux, des autorisations nécessaires et de la mise à disposition des emprises.

## **Article 3. ORGANISATION DE LA CONSULTATION**

### **3.1. Procédure de passation**

La consultation est passée par procédure adaptée en application du code de la commande publique et notamment l'article R2123-1.

Elle donnera lieu à la passation d'un marché de maîtrise d'œuvre.

### **3.2. Forme du marché**

La consultation ne fait pas l'objet de décomposition en lots. Les prestations donneront lieu à un marché unique.

Le marché ne fait pas l'objet d'un fractionnement en tranches ou bons de commande.

### **3.3. Variantes**

La proposition de variante libre n'est pas autorisée.

Il n'est pas prévu de variantes imposées.

### **3.4. Groupement**

Le marché pourra être attribué à une seule entreprise ou à un groupement d'entreprises. Aucune forme de groupement n'est imposée par le pouvoir adjudicateur.

Conformément à l'article R2142-21 du code de la commande publique, il n'est pas autorisé de présenter plusieurs offres en agissant en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements.

### **3.5. Délai de validité des propositions**

Le délai de validité des propositions est de 90 jours à compter de la date limite fixée pour la réception des propositions.

## **Article 4. DOSSIER DE CONSULTATION**

### **4.1. Contenu du dossier de consultation**

Le dossier de consultation comprend les documents suivants :

- Le présent règlement de la consultation (RC),

- L'acte d'engagement (AE),
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- Le programme / CCTP (missions MOE) et ses annexes, dont le dossier plan de l'AVP, le DLE et le rapport de la G2 AVP.

#### **4.2. Mise à disposition du dossier de consultation**

Le dossier pourra être téléchargé à l'adresse suivante : <https://www.marches-securises.fr>

#### **4.3. Modification de détail au dossier de consultation**

Les réponses à la consultation entraînent obligatoirement l'acceptation pleine et entière des documents, sans restriction, ni modification, ni réserve.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'envoyer au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des offres des modifications de détail sur le dossier de consultation.

#### **4.4. Visite des lieux**

- Il n'est pas organisé de visite du site, le lieu étant directement accessible à tous.

Le candidat reconnaît avoir pris connaissance de toutes les conditions physiques et sujétions relatives aux lieux des prestations ; il ne pourra se prévaloir d'aucune indemnité due à une mauvaise appréhension des conditions d'organisation ou d'accès au site.

### **Article 5. PRÉSENTATION DES PROPOSITIONS**

#### **5.1. Langue de rédaction des propositions**

Les propositions doivent être rédigées en langue française.

#### **5.2. Unité monétaire**

Le pouvoir adjudicateur conclura le marché avec pour unité monétaire l'euro. Les offres doivent être remises en euros.

#### **5.3. Documents à produire**

Le dossier à remettre par chaque candidat comprendra les pièces suivantes :

##### **5.3.1. Justificatifs de candidature**

- Lettre de candidature (formulaire DC1 ou équivalent),
- Document relatif au pouvoir de la personne habilitée à engager l'entreprise candidate,
- Déclaration du candidat (formulaire DC2 ou DUME) permettant de vérifier l'aptitude, la capacité économique/financière et les capacités techniques/professionnelles, comprenant notamment :
  - Chiffre d'affaires des trois derniers exercices,
  - Liste des prestations similaires exécutées au cours des cinq dernières années,
  - Effectif moyen annuel pendant les trois dernières années,
- Certificats de qualifications professionnelles (le cas échéant),

- Attestations d'assurance responsabilité civile professionnelle et décennale en cours de validité,
- Déclarations/attestations sur l'honneur usuelles (non-interdiction de soumissionner, régularité, etc.).

La validation des candidatures est effectuée dans les conditions prévues aux articles R2144-1 et suivants du code de la commande publique. En cas de pièces absentes ou incomplètes, l'acheteur peut demander de compléter dans un délai identique pour tous, qui ne saurait être supérieur à 10 jours.

### **5.3.2. Contenu de l'offre**

- Acte d'engagement complété, daté et signé,
- Proposition financière précisant la décomposition par mission (détail des honoraires / DPGF-BPU),
- Mémoire technique comprenant :
  - Compréhension des enjeux du projet et des contraintes de site,
  - Organisation prévue par mission (Appropriation / ACT / VISA / DET / AOR) : moyens humains, temps de présence, moyens matériels/outils, modalités de visa et de suivi,
  - Références similaires,
  - Planning d'intervention en cohérence avec la durée prévisionnelle,

Il est rappelé aux candidats que la signature de l'acte d'engagement vaut acceptation de toutes les pièces contractuelles.

### **5.4. Conditions d'envoi ou de remise des plis**

Les candidats doivent transmettre, par voie électronique, leurs plis à l'adresse suivante : <https://www.marches-securises.fr>

Les candidatures et les offres transmises par voie électronique sont impérativement signées au moyen d'un certificat de signature électronique obtenu auprès d'un tiers certificateur.

Formats acceptés : pdf / zip / rar / formats bureautiques.

## **Article 6. JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES, NÉGOCIATION**

### **6.1. Jugement des candidatures**

Les critères relatifs à la candidature et intervenant pour la sélection sont les capacités techniques, financières et professionnelles.

### **6.2. Critères d'attribution des offres**

Les offres régulières, acceptables et appropriées, et qui n'ont pas été rejetées en application des articles R2152-1 à R2152-7 et R2152-11, sont classées par ordre décroissant en appliquant les critères ci-dessous :

- Prix des prestations : 50 points (50%)
- Valeur technique : 50 points (50%)

#### **6.2.1. Prix des prestations (50 points)**

Note de l'offre = (Prix minimum constaté HT / Prix de l'offre analysée HT) × 50.

Sera pris en considération le montant indiqué pour l'ensemble de la prestation. En cas d'erreur, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier la décomposition des honoraires pour la mettre en harmonie avec l'acte d'engagement ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

#### **6.2.2. Valeur technique (50 points)**

Les qualités techniques seront jugées à travers le mémoire technique transmis. Le candidat peut renvoyer à un autre document joint à condition de préciser le nom du document, la page et le paragraphe.

Les sous-critères techniques sont :

- **Moyens humains : 15 points**

(Organisation, profils/expérience, disponibilité, continuité d'équipe, temps de présence en phase DET)

- **Méthodologie : 10 points**

(Démarche Appropriation, compréhension des contraintes du site et des enjeux environnementaux et d'accès, méthodologie ACT, circuit VISA et délais, pilotage DET, gestion des interfaces et des non-conformités)

- **Références similaires : 15 points**

3 références maximum, notées 5 points par référence (ouvrages comparables : passerelle / ouvrages d'art ; missions ACT/VISA/DET/AOR ; contraintes de site/environnement si possible).

Les références préciseront à minima : intitulé, maître d'ouvrage, montant des travaux, période, missions réalisées, rôle exact du candidat, coordonnées d'un contact.

- **Critère RSE : 10 points**

Apprécié notamment au regard des engagements et moyens proposés en matière de responsabilité sociétale, incluant la prévention/sécurité, la réduction des impacts (déplacements, organisation), la gestion responsable des documents, et la prise en compte des prescriptions environnementales applicables au site.

### **6.3. Négociation**

À l'issue de l'analyse des offres, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'engager des négociations avec les trois premiers candidats les mieux classés après une première analyse, pouvant porter sur tous les éléments de l'offre (compléments, clarifications, amélioration économique).

Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation, en application de l'article R2123-5 du code de la commande publique.

L'offre la mieux classée sera retenue à titre provisoire en attendant la production des certificats et attestations requis dans un délai maximal de 10 jours.

### **Article 7. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**

Pour obtenir tous renseignements complémentaires, les candidats devront transmettre leurs questions via la plateforme : <https://www.marches-securises.fr>

La limite pour poser des questions est fixée à 7 jours avant la date de remise des offres : **20 avril 2026**.

**Date et heure limites de remise des offres : 27 avril 2026 12h**

Les offres qui seraient remises ou reçues hors délais seront refusées.

### **Article 8. VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS**

Les voies et délais de recours sont :

- Référé précontractuel (CJA L.551-1 à L.551-12 et R.551-1 à R.551-6),
- Référé contractuel (CJA L.551-13 à L.551-23 et R.551-7 à R.551-10),
- Recours de pleine juridiction (délai de deux mois à compter des mesures de publicité appropriées).

Le tribunal administratif compétent est celui de **NANTES**.